

Mehdi BEN BARKA

**OPTION
RÉVOLUTIONNAIRE
AU MAROC**

NOS TACHES FONDAMENTALES ET IMMÉDIATES

Permettez-moi de rappeler l'importance, pour l'avenir de notre pays, de ce 2^o congrès de l'U.N.F.P., qui va donner à notre mouvement la possibilité de sortir avec une organisation renouvelée et des perspectives nettement définies et lui permettre ainsi d'être à la hauteur de ses tâches historiques. Je me propose de vous livrer ici quelques commentaires au sujet des tâches immédiates et à plus long terme qui nous attendent et au sujet des moyens pour les mettre rapidement et intégralement en application.

L'U.N.F.P., en tant que parti révolutionnaire, va, à partir de ce congrès, prendre toute sa signification. Certes, dès sa naissance en 1959, il avait défini ses objectifs. Issu de la Résistance et de l'Armée de Libération, des masses laborieuses urbaines et rurales, de la jeunesse ouvrière et estudiantine, il s'est engagé à poursuivre le combat du Mouvement de Libération Nationale au Maroc, pour donner un contenu réel à l'indépendance. Il fallait recréer chez les masses, à travers un cadre d'actions militantes, une foi et un enthousiasme qu'avaient émoussés le jeu des intérêts, la course aux privilèges chez certains dirigeants, ainsi que le travail de division et de désagrégation entrepris par les impérialistes et leurs agents depuis 1956. Mais notre tâche la plus

urgente était d'empêcher la désaffection et la démobilisation des masses, de remédier au scepticisme qui, lentement, gagnait les militants et les cadres du mouvement national, enfin de barrer la route au désespoir qui commençait à prendre la place des grands espoirs déçus après l'indépendance.

Une propagande savamment orchestrée, destinée à justifier l'accaparement des pouvoirs par le Palais, prétendait que le système de partis, comme moyen d'organisation politique et de reconstruction économique, avait démontré son inanité, après que toutes les chances lui ont été données. Alors qu'en réalité, ce système n'a jamais eu les chances de fonctionner dans des conditions normales. Des idées prises chez des pseudo-savants en politique et mal comprises ou déviées de leur sens réel, concernant la nécessité d'un régime autoritaire pour sortir les pays arriérés de leur sous-développement, étaient chaque jour défendues dans la presse et la radio.

Devant cette campagne visant à accroître le désarroi des militants et à démobiliser les masses, l'U. N.F.P. a eu pour fonction de démontrer que le peuple pouvait se mobiliser lui-même sans qu'il se mette sous la houlette d'un tuteur, de même qu'il était mobilisé dans la grande crise de 1952 à 1955.

Ce but a été largement atteint puisqu'aujourd'hui le Maroc, malgré un régime de répression et de pouvoir absolu, garde en Afrique le visage original d'un pays où les masses imposent le respect de leurs organisations, de leur presse et vont jusqu'à faire adopter par le pouvoir leurs mots d'ordre, même si ceux-ci sont ensuite dénaturés.

Nous devons admettre cependant que nous n'avons pu empêcher le coup d'Etat de mai 1960 qui a liquidé les dernières apparences de la participation populaire au pouvoir, mais, en un certain sens, c'est une pression des masses qui a obligé le pouvoir fondé sur l'arbitraire et la coercition, à enlever son masque et à apparaître tel qu'il était fondamentalement. Ce coup d'Etat en un certain sens a été positif, car il a permis une clarification de la situation politique en mettant face à face les forces du progrès et celles de la répression, les représentants de l'avenir et

ceux du passé. D'un côté, les forces populaires et de l'autre celles de la féodalité, des résidus des milieux traditionnels et des partis politiques désagrégés, ainsi que les représentants des intérêts mercantiles alliés de l'impérialisme.

Mais pour bien définir nos tâches fondamentales et immédiates, nous devons analyser le rapport des forces antagonistes dans notre pays selon les règles de la plus stricte objectivité. Notre premier devoir est de donner une analyse précise du contenu du régime et du rôle qu'il joue dans l'étape actuelle de l'évolution marocaine. Il ne suffit pas de donner une description de l'exercice du pouvoir, mais de chercher sur quelles forces il s'appuie. Or, jusqu'à maintenant, il semble que d'une description de l'exercice de l'autorité, qui se définit par une grande faiblesse, nous avons fait l'économie d'une analyse politique approfondie. Il est juste de dire qu'actuellement le Maroc a un régime de pouvoir personnel. Mais cette constatation est insuffisante si au même moment on ne dit pas à quelles nécessités internes ou externes ce régime répond.

Qui dit pouvoir personnel, dit une certaine indépendance dans les options politiques, alors que nous constatons une coïncidence pure et simple entre la politique de ce régime et celle de l'impérialisme dans notre pays. D'où la nécessité de mettre en lumière ce qui permet à ce système de subsister au delà de sa faiblesse, de son incurie et de ses contradictions.

Il est incontestable que le régime actuel profite d'un nombre de circonstances à l'intérieur et à l'extérieur qu'il faut mettre en lumière. Très souvent, ces circonstances favorables ont été sous-estimées, de même que les faiblesses internes, pourtant réelles et profondes, ont malgré tout été surestimées.

C'est cet équilibre changeant entre facteurs structurels internes défavorables au régime et facteurs conjoncturels internes ou externes favorables au régime, qu'il faut préciser à chaque moment, pour définir une stratégie et une tactique adéquates.

Ceci nous amène à passer en revue les conditions présentes de la situation interne et externe de notre pays.

ANALYSE

DE LA SITUATION PRÉSENTE

dans quelles conditions
se tient notre 2° Congrès ?

1) d'abord sur le plan extérieur.

Le phénomène le plus important est sans conteste le développement accéléré de la libération des peuples colonisés. Notre horizon, en tant que parti d'un pays nouvellement libéré, s'est considérablement élargi.

Mais il semble nécessaire de rappeler qu'un mouvement aussi grandiose que celui qui aboutit à l'abolition du système colonial ne peut pas prendre la forme d'une marée montante qui détruit d'un seul coup tout sur son passage. Il ne peut pas ne pas connaître des avances et des reculs, des flux et des reflux. Je pense personnellement que l'année 1961-1962 est marquée fondamentalement par le retour agressif de l'impérialisme sur notre continent.

a) néo-colonialisme en Afrique.

Avec la décade de 1960, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'histoire de l'Afrique et de sa lutte pour la liberté et le progrès.

En moins de deux années, la majorité des pays de notre continent sont venus rejoindre les quelques rares pays qui étaient arrivés à retrouver leur droit à l'indépendance nationale et à la participation à la vie internationale. On entrevoit déjà, malgré des tragédies comme celles de l'Afrique du Sud ou le fol entêtement du Portugal, condamné par l'histoire, le jour où l'Afrique dans son ensemble aura fini par échapper à la domination directe. Ce fait par lui-même est incontestablement d'une importance capitale, car il introduit déjà un changement certain dans l'équilibre stratégique et politique international. Avec l'accroissement de la solidarité des trois continents, Afrique, Asie et Amérique Latine et l'action conjuguée de toutes les forces progressistes dans le monde, ce changement doit bouleverser les courants des échanges internationaux et, par là, miner les fondements même de l'impérialisme.

La fuite en avant des puissances coloniales européennes, par le système des indépendances formelles octroyées, est justement la forme de défense de l'impérialisme que l'on désigne par néo-colonialisme.

Il s'agit de cette politique qui, d'un côté, accorde l'indépendance politique et au besoin, crée des Etats factices dont l'indépendance n'a aucune chance de devenir réelle et d'autre part, propose une "coopération" dont le but est une prétendue prospérité dont les bases sont en dehors de l'Afrique.

Ce n'est pas là véritablement un phénomène nouveau. C'était déjà dans son essence la définition de l'impérialisme. C'était déjà, dans la pratique, la politique du capitalisme du pays le plus évolué du monde. Mais dans les relations de l'Afrique avec les puissances coloniales de l'Europe, c'est une tendance nouvelle par rapport à la domination et l'exploitation directe et par rapport à la colonisa-

tion de peuplement.

Cette orientation n'est pas un simple choix dans le domaine de la politique extérieure ; elle est l'expression d'un changement profond dans les structures du capitalisme occidental. Du moment qu'après la seconde guerre mondiale, l'Europe occidentale, par l'aide Marshall et une interpénétration de plus en plus grande avec l'économie américaine, s'est éloignée de la structure du XIX^e siècle, pour s'adapter au capitalisme américain, il était normal qu'elle adopta également les relations des Etats-Unis avec le monde ; en un mot, qu'elle ait aussi son "Amérique Latine".

Bien entendu, ce renforcement néo-colonialiste n'est qu'une pause momentanée qui ne doit nullement nous décourager ni nous empêcher pour un temps de mener à bien, avec les autres forces progressistes, notre tâche historique qui est la liquidation de l'impérialisme.

Mais la compréhension de la réalité néo-colonialiste, l'étude précise des moyens qu'il emploie, l'isolement des éléments qui lui servent d'appui dans notre pays, demande un travail de clarification et de formation idéologique de tous les instants.

La troisième Conférence des Peuples Africains, tenue en mars 1961 au Caire, a eu le mérite de procéder à une telle étude et en a tiré les conclusions suivantes dans une résolution devenue célèbre sur le néo-colonialisme :

"Lorsque la reconnaissance de l'indépendance nationale devient inévitable, les impérialistes s'ingénient à vider cette indépendance de son contenu de libération véritable, soit en imposant des conventions léonines économiques, militaires et techniques, soit en installant des gouvernements à leur dévotion, à la suite d'éllections préfabriquées, soit encore en inventant des formules soi-disant constitutionnelles de coexistence multi-nationale, pour camoufler la discrimination raciale en faveur des colons.

"Et lorsque les manoeuvres ne suffisent pas à entamer la combativité et la détermination

des mouvements populaires de libération, le colonialisme agonisant a recours, derrière une légalité néo-colonialiste ou à la faveur d'une intervention téléguidée de l'O.N.U., soit à la balkanisation des nouveaux Etats indépendants, soit à la division systématique des forces vives, politiques ou syndicales et, en cas de désespoir, comme au Congo, il va jusqu'au complot, à la répression policière et armée, aux coups de force, à l'assassinat et à la liquidation physique."

b) les termes nouveaux du problème algérien.

Il est certain que la longue et courageuse lutte du peuple algérien ne pouvait en aucune manière connaître une défaite dans la situation internationale actuelle et surtout en raison de la ferme détermination du peuple algérien. Mais il pouvait y avoir deux sortes d'issues, tenant compte du rapport des forces à l'intérieur de l'Algérie, entre le peuple algérien d'un côté et de l'autre, la colonie étrangère et l'armée française soutenues par l'organisation militaire de l'occident : soit un partage, de fait momentané, soit la victoire complète de la révolution et le retrait de toute la puissance française de la terre algérienne. Or, ni l'une ni l'autre ne l'ont emporté à l'heure actuelle, bien que chacune reste inscrite parmi les possibilités que l'avenir proche peut mettre à l'ordre du jour.

Le compromis intervenu à Evian est un compromis révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il permet d'avoir un acquis certain qui est la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie et qu'il ne ferme aucune des perspectives de la Révolution.

Même en tenant compte de la pression qu'exercera la masse algérienne animée par l'Armée de Libération, qui aidera à comprimer les délais, l'émergence d'un Etat, la décolonisation politique, n'en prendront pas moins du temps, de même qu'il faudra du temps pour convertir un appareil militaire en mouvement politique comme cela a été le cas même

à Cuba. Durant cette période, le néo-colonialisme pourrait trouver un répit pendant lequel il se renforcerait.

La lutte pour l'autodétermination en Algérie, pour la constitution d'un pouvoir révolutionnaire algérien, la lutte contre la naissance d'une troisième force qui serait le pilier d'une implantation néo-colonialiste, le maintien du peuple autour de son armée, l'A.L.N., de son parti, le F.L.N., est une oeuvre de longue haleine, qui non seulement nécessitera le maximum d'énergie, mais qui nous impose, à nous, une solidarité sans faille et une aide inconditionnelle.

L'avenir de la Révolution Algérienne n'est pas seulement un problème algérien, c'est aussi le nôtre et celui de tout le Maghreb arabe.

Il est également de notre devoir d'être sans indulgence pour nos erreurs et nos insuffisances du passé. De telle manière que nos frères algériens forts de leur expérience de huit années de guerre, de leur cohésion, de leur fermeté, passent facilement le cap de la décolonisation politique et ne tombent pas dans les pièges que nous ont posé l'impérialisme et ses alliés et qu'il ne manquera pas de leur poser également.

Nous n'avons retenu dans ce tour d'horizon de la situation internationale présente que les deux données fondamentales susceptibles d'avoir des répercussions directes sur la lutte qui se poursuit chez nous entre les forces populaires et les intérêts impérialistes, à savoir : l'affrontement entre le néo-colonialisme et le Mouvement de Libération Nationale en Afrique, la prise du pouvoir par le F.L.N. en Algérie. L'une et l'autre de ces données influent et influenceront naturellement sur le rapport des forces au Maroc. Le régime qui s'est trouvé impliqué dans les manoeuvres impérialistes au Congo, a déjà essayé de se disculper par les proclamations de foi de la Conférence de Casablanca et par un alignement de façade sur les positions des pays progressistes africains, dont les partis au pouvoir sont les partenaires de l'U.N.F.P. à la Conférence des Peuples Africains

et à l'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques.

C'est sans doute l'évolution de la situation en Algérie qui amènera une plus grande clarification dans la nature des forces en présence au Maroc et pourra agir dans un sens favorable ou défavorable aux une ou aux autres, selon que le jeu néo-colonialiste aura réussi ou échoué dans la solution du problème du pouvoir à Alger. L'impérialisme devra renforcer ses points d'appui stratégiques au Maghreb comme au Moyen-Orient et dans l'ensemble afro-asiatique, dans la mesure où ses positions se trouveront menacées par la mise en place de régimes authentiquement progressistes et populaires.

2) situation intérieure du Maroc.

J'ai déjà dit que le résultat relativement positif du coup d'Etat de mai 1960 est qu'il a cristallisé les deux forces essentielles au Maroc. Il n'y a plus objectivement pour le Palais aucun rôle d'arbitre ni d'intermédiaire. Les autres forces d'appoint que sont certaines personnalités, résidus d'anciens partis vidés de leur contenu populaire ou tirant leur force de l'étranger, groupes se réfugiant dans l'auto-glorification de leur propre passé, groupes de fonctionnaires qui veulent se donner une allure de technocrates, ne sont plus en réalité que l'ombre du pouvoir lui-même et n'existent que grâce à leur collaboration avec le régime et leur abdication totale devant lui.

C'est pour cette raison que lentement, l'influence étrangère a pris de plus en plus d'importance et que d'autre part, les résultats d'un an et demi de gouvernement ne répondent que de très loin aux discours et aux félicitations que le régime se décerne lui-même.

Ce régime a voulu fonder sa légitimité sur l'incapacité du système précédent, celui des soi-disant gouvernements de partis, de promouvoir une véritable politique de développement du Maroc.

Sa seule chance de salut, si elle pouvait exister aurait été qu'il réalise, ne fût-ce qu'un progrès modeste dans la voie du développement économique.

Que voyons-nous ?

Aucune des opérations qui donnent lieu à maintes déclarations radiodiffusées n'est soit la continuation d'un projet déjà mis en chantier par le gouvernement précédent, soit une mesure de propagande qui tombe très vite en échec.

Il ne suffit pas que le régime reprenne nos propres mots d'ordre, nos idées, à la limite, les lignes même de notre programme et veuille l'appliquer sans nous et contre nous. Il faut encore qu'il puisse le faire.

Or, dans sa propagande, il reprend à son compte tous les projets, toutes les études et même les réalisations du Bureau d'Etudes et de Participations Industrielles, préparées par nos camarades, alors qu'ils étaient au Ministère de l'Economie Nationale. Très souvent d'ailleurs, il dénature le projet et le rend impropre à assurer un développement accéléré, quand il ne tombe pas simplement dans la gabegie et le brigandage, comme l'a démontré la scandaleuse affaire de Safi.

Celle-ci d'ailleurs n'est pas seule, elle n'est qu'une parmi d'autres qui ait pu être suivie de l'extérieur et démasquée à temps.

a) bilan de la politique économique et sociale.

La tentative faite par le régime d'échapper aux problèmes de nos campagnes pour ce qu'il a appelé la "Promotion Nationale" n'a pu que faire sourire les spécialistes de la mise au travail des populations campagnardes. Personne n'a pu mobiliser les masses sans avoir au préalable gagné leur confiance et leur avoir donné tous les moyens de contrôler les responsables et de se rendre compte que l'opération est faite pour elles et dans leur intérêt.

Economiquement, la Promotion Nationale dont le nom même évoque toutes les vieilles idées de charité et de paternalisme éclairé et qui ont

fait maintenant leur temps, n'est pas autre chose qu'un vaste chantier de résorption du chômage dont le financement est en grande partie fait par le blé américain. A la fin, l'opération a pris même la forme d'un retour à l'ancienne formule de la "Touiza" (dans le sens de corvée au profit du caïd ou du contrôleur français du protectorat) pour des travaux qui n'ont même pas un rendement économique certain.

L'échec de cette vaste opération de propagande n'a pas été constaté seulement par nous ou par certains spécialistes étrangers. Il l'a été par ceux qui en ont eu la charge. Les réunions succèdent aux réunions pour essayer de sauver ce qui peut être sauvé, mais le seul résultat est qu'une nouvelle explication des objectifs de cette promotion est lue à la radio, comme si chaque fois, on discutait encore de sa définition et de sa naissance.

Mais aucun indice de l'échec de ce régime n'est plus révélateur que son abandon complet de toute tentative de planification au Maroc. Il a commencé par prendre à son compte le plan quinquennal préparé en 1959, en ayant eu bien soin de lui enlever toute sa signification révolutionnaire, principalement dans le domaine agraire.

Après un an et demi, on peut dire que les objectifs même partiels ne seront pas atteints et par conséquent, tout le plan est compromis. Bien sûr, on se souvient de la force du mot "plan quinquennal" et on le met de temps en temps dans certains discours.

Je me contenterai d'un seul exemple : celui de l'enseignement. Le plan avait défini pour chaque année de la période quinquennale les objectifs à atteindre, c'est-à-dire le nombre de classes à construire et de maîtres à former. Pour l'année scolaire 1961-1962, ce n'est que pendant les vacances de l'été 1961 qu'on s'est rendu compte que rien n'a été fait et que par conséquent, le nombre devant être scolarisé en 1962 ne le sera pas, c'est-à-dire qu'on sera en retard même par rapport à l'augmentation proprement démogra-

phique. On a lancé cette prétendue "opération Ecoles" pour simplement rattraper ce qui était inscrit dans le plan. Mais à moins de lancer chaque année une opération similaire et qu'elle soit réalisée, ce qui n'est pas le cas, car on ne peut lancer une "opération Maîtres", nous serons toujours en deça des objectifs du plan.

Cela sur le domaine quantitatif ; quant au domaine qualitatif, il vaut mieux ne pas en parler. La conséquence en a été que le Maroc a été obligé de demander cette année à la France 2.000 nouveaux enseignants, dont 1.200 instituteurs ; ce qui fait du Maroc le pays qui a le plus d'étrangers dans son enseignement primaire.

En réalité, même si les objectifs scolaires avaient été réalisés, ils auraient été vidés de leur sens par la non-réalisation des objectifs économiques ; car à quoi pourraient servir de jeunes diplômés, s'ils ne peuvent trouver un travail dans une économie en expansion.

Les résultats de la politique économique du régime sont visibles pour tous, car ils s'inscrivent dans une hausse des prix qui frappe particulièrement les ouvriers des villes et dans une fiscalité de plus en plus lourde qui frappe les petits commerçants et les artisans. Le régime a pu échapper à une crise grave, grâce à l'emploi de certaines ressources qu'il doit à la gestion du gouvernement précédent, à une aide indirecte française (par achat de céréales et d'autres produits à un prix plus élevé que celui pratiqué sur le marché intérieur français), à une aide directe américaine. Peut-être même que l'excellente récolte de cette année pourrait lui donner le temps de souffler, mais la gestion économique et financière actuelle, si elle est maintenue, ne peut qu'aboutir au même résultat, c'est à dire à une vaste crise de paiements extérieurs.

Maintenant, le Ministre de l'Economie, Mr Mohamed DOURI, du Parti de l'Istiqlal, se lance tête baissée dans l'appel aux investissements à la fois pour conjurer cette crise de la balance de paiements et pour essayer de relancer le dévelop-

pement économique. Non seulement il donne toutes les garanties de rapatriement de bénéfices et de capitaux, mais il demande à l'Etat français de garantir, par un système de crédits, ces investisseurs français. Il donne également, sous le couvert d'un Fonds National d'Investissement, de nouveaux avantages au capitalisme étranger établi dans notre pays.

Si toute cette politique réussit, ce qui est hautement improbable, elle n'aura pas pour conséquence un développement économique accéléré et harmonieux du Maroc, mais la consolidation d'une classe d'intermédiaires, improductive et qui sera le paravent entre l'exploitation néo-colonialiste et le peuple marocain et l'ennemi n°1 d'une véritable nationalisation de l'économie.

Toute cette tentative de pallier les échecs présents n'a pas et ne peut pas avoir d'avenir, car elle est techniquement problématique et socialement réactionnaire.

Aussi, le pouvoir actuel n'a aucun moyen de réaliser ce dont il se targue, même lorsqu'il prend à son compte nos mots d'ordre et nos formules, car il est incapable de les appliquer. La source de tous ses échecs, ce qu'il ne veut pas comprendre, bien que de multiples expériences l'ont confirmé, est que le peuple reste en dehors de toutes ces entreprises.

b) les appuis du régime.

Ne pouvant compter sur la confiance des masses populaires et leur adhésion volontaire, le régime est condamné à se trouver à la merci du soutien qui lui vient de l'étranger et à s'appuyer à l'intérieur sur des éléments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils manquent d'efficacité. Ce sont la haute et moyenne administration, l'armée et la police.

D'abord sur la haute et moyenne administration, dont il achète littéralement les membres par des privilèges qui n'ont qu'un lointain rapport avec leur capacité et leur rendement. Mais le malheur

de ce système, c'est que les privilèges, par définition, sont limités en nombre et que l'avidité de certains hommes est illimitée. La véritable administration n'est pas le petit nombre de hauts fonctionnaires, mais la masse des petits fonctionnaires. Or, ceux-là voient leur situation empirer absolument et relativement et ne voient aucune raison de se sacrifier pendant que ceux qui les coiffent se font des fortunes scandaleuses de par leur position.

Le laisser-aller, la négligence et très vite la concussion ne peuvent pas ne pas naître dans ce système. La corruption naît inéluctablement du manque de contrôle populaire. Notre administration est actuellement inefficace et corrompue : les discours des responsables ne peuvent rien contre cette situation.

Or, comment arriver à un résultat quelconque si l'organe administratif est gangrené ?

Ajoutez à cette situation la compétition des classes constituées par la clientèle du régime, pour la conquête des postes administratifs, l'un voulant la Justice, l'autre l'Intérieur, le troisième le secteur public et semi-public et vous comprendrez pourquoi cette situation commence à inquiéter les responsables mêmes du système, leurs alliés étrangers et certains de ceux qui y collaborent.

L'armée comme la police sont des organes dont le recrutement est incontestablement populaire. Les soldats et les officiers qui se trouvaient dans les goums et les tirailleurs du protectorat au moment de la constitution des Forces Armées Royales, avaient pour la plupart rejoint les rangs de l'armée française ou espagnole sous la contrainte de l'oppression ou du chômage. Chez ceux-ci, comme chez les groupes de l'Armée de Libération désintégrés et dissous dans les F.A.R. en août 1956, nous retrouvons les mêmes aspirations que chez leurs familles qui vivent encore dans nos campagnes ou les bidonvilles.

Cependant ne doit jamais nous échapper.

Mais un autre point essentiel aussi doit être mis en lumière, si nous considérons l'armée et

la police comme les appuis essentiels du pouvoir actuel, celui-ci n'a jamais laissé cette armée en contact avec le peuple et s'est toujours opposé à toute forme de service populaire civique susceptible de créer ce lien indispensable entre l'armée de métier et le peuple qu'elle est censée protéger.

Ce soin jaloux que n'a cessé de mettre le palais royal à tenir l'armée en vase clos et en domaine réservé, a pour conséquence de laisser pratiquement se constituer une espèce de féodalité puissamment armée et menacée par toutes sortes d'influences extérieures ou d'intérêts occultes, sans aucune possibilité de contrôle ou de sauvegarde. De telle manière que le régime actuel par sa politique aveuglement anti-populaire, risque de perdre la direction de cet instrument : l'expérience du Congo a démontré que certains responsables des F.A.R. peuvent faire une politique contraire à celle proclamée par le régime.

Ainsi il existe une possibilité que le pilier sur lequel pense s'appuyer ce dernier, non seulement lui échappe, mais devienne même dangereux pour son existence.

Quand nous revendiquons la nationalisation de l'armée, ce n'étaient pas les individus de cette dernière que nous visons, mais c'était la fonction et la direction politiques actuelles, pleines d'incertitudes et de dangers, pour l'avenir de toute la nation, que nous dénoncions.

Ces dangers sont ceux du néo-colonialisme dont nous avons souligné les manifestations sur l'ensemble du Continent Africain. Pour le Maroc, les conditions de soumission du régime au jeu néo-colonialiste sont largement assurées par le maintien des structures créées par le protectorat et représentées par la colonisation terrienne, qui exploite encore son million d'héctares, et par l'hégémonie des grands monopoles étrangers sur les principaux moyens de production, sur le crédit et le commerce. Le régime est d'autant plus condamné à se trouver à la merci de l'étranger que sa faiblesse et son incapacité l'acculent

à quémander une aide financière et technique qui devient un moyen de renforcer les intérêts néo-colonialistes et ceux de leurs supports et alliés féodaux et bourgeois compradors.

c) les contradictions sociales.

Si en 1955, à la veille de l'indépendance politique, les contradictions sociales n'étaient pas encore arrivées à jour, elles ont progressivement mûri à tel point qu'elles ont conduit à une mutation dans le mouvement national qui a été jugée nécessaire en 1959, par la création de l'U.N.F.P., mutation dont la conséquence a été une mutation correspondante du système de gouvernement à partir de 1960.

Depuis l'indépendance, la grande bourgeoisie agraire et mercantile, avec une infime majorité orientée vers l'industrie, a lié de plus en plus son avenir à la semi-féodalité aux structures héritées du système colonial. A cause de sa faiblesse quantitative et qualitative, de sa peur du mouvement ouvrier et de la montée des masses, elle était, dès le départ, en deçà de ce que pouvait accepter le capitalisme libéral étranger qui faisait sa reconversion dans le cadre du néo-colonialisme.

La situation actuelle se définit par une capitulation complète de la grande bourgeoisie marocaine. La position de ses porte-parole sur la question constitutionnelle n'en est qu'une conséquence. Sur ce point précis où l'intérêt de classe de la bourgeoisie est pourtant clair vis-à-vis des forces néo-colonialistes et semi-féodales, aucune illusion n'est plus permise sur ses velléités d'indépendance.

Certes, cette capitulation politique est contre-balancée par un avantage certain dans la politique économique. Il est incontestable que la politique commerciale, douanière et fiscale a sauvé de cette bourgeoisie dans les villes comme dans les campagnes.

Mais en même temps, cette politique, si elle est maintenue jusqu'au bout, pose devant elle un dilemme :

- ou bien la bourgeoisie devient réellement entreprenante, productive et doit poser la question de l'émancipation économique nationale,
- ou bien elle se limite au même rôle parasitaire que la semi-féodalité et elle laissera tous les privilèges entre les mains des étrangers installés au Maroc.

Quoi qu'il en soit, cette politique a déjà pour résultat de distinguer la grande bourgeoisie compradore, alliée à l'impérialisme et la bourgeoisie nationale moyenne et petite. Celle-ci s'appauvrit d'une manière constante et inéluctable du fait de la politique économique actuelle analysée dans la première partie de ce rapport. Le fossé s'accroît entre cette large couche sociale et la minorité qui profite seule dans la mesure où elle lie ses intérêts et ceux des colons et du capitalisme étrangers, dans les domaines industriels, bancaires et agraires. Et c'est pour cette raison qu'on aboutit aujourd'hui à cette situation étrange à prime abord, que cette grande bourgeoisie n'est même pas capable de prendre les positions que le néo-colonialisme est tout disposé à lui laisser.

Dans l'état actuel des choses, il serait erroné de croire pouvoir rendre cette bourgeoisie fidèle à sa vocation démocratique, comme il serait illusoire de la voir assumer sa tâche de libération économique.

C'est dans ce cadre qu'apparaît dans toute son ampleur le rôle de la classe ouvrière, en tant que responsable de la lutte économique.

Dans la mesure où le régime actuel est le tuteur de la grande bourgeoisie marocaine et le gérant à la fois des intérêts du néo-colonialisme et de l'alliance de cette bourgeoisie avec le capitalisme néo-colonialiste, toute lutte économique prend naturellement une tournure politique. Nous en avons fait l'expérience lors de notre participation au gouvernement.

Or, la politique actuelle du régime est de faire en sorte que l'agitation sociale déclenchée à propos

d'une revendication ouvrière partielle ne dépasse jamais une certaine limite, car il sait qu'elle débouchera nécessairement sur une question fondamentale mettant en cause les fondements des structures économiques et sociales de l'Etat. Dans le secteur public, il fait semblant de faire des concessions, du moins il a fait beaucoup de promesses à l'occasion de la grève des P.T.T. fin 1961, mais pourra-t-il faire toutes les concessions et surtout pourra-t-il avoir le même comportement lorsqu'il s'agit du secteur privé ?

C'est dans cette perspective qu'une certaine mollesse dans la combativité de la direction syndicale constatée ces derniers mois, doit être examinée et appréciée.

La crainte du régime est de voir notre classe ouvrière, mobilisée à sa place dans l'U.N.F.P. et organisée par l'Union Marocaine du Travail, devenir l'instrument de l'émancipation économique et de la révolution sociale. Il déploie des efforts pour séparer le syndicalisme ouvrier du Mouvement de Libération Nationale, après avoir échoué dans ses tentatives de division.

En ce qui concerne la moyenne et la petite bourgeoisie, urbaine et rurale, elle constitue un large secteur social de fonctionnaires, de professions libérales, de nombre d'artisans, de commerçants et de paysans aisés.

Cette bourgeoisie qui a joué un rôle important dans le Mouvement de Libération Nationale est de plus en plus consciente de la survivance, au delà de l'indépendance formelle, des structures coloniales et semi-féodales. Son amertume s'accroît chaque jour du fait de la conséquence néfaste de la politique du régime. Aussi reprend-elle son esprit frondeur et ne voit-elle la solution de ses difficultés et la réalisation de ses aspirations que dans une politique de véritable libération et l'instauration d'un régime démocratique comme les deux garanties d'un plein développement économique, social et culturel.

Cependant, comme toujours, ces couches ont tendance à se défendre dans le cadre des structures existantes, d'où l'attitude instable et ambiguë, comme

l'attestent de multiples expériences dans le tiers-monde. Il faut toujours s'attendre à ce que certains éléments essaient de régler leurs problèmes sur le plan individuel et particulier, sans envisager des mesures collectives et globales. Même quand elles s'organisent sur le plan professionnel, elles ont une tendance à collaborer avec les autorités locales, sans s'élever à un niveau national.

Cependant, ce secteur représente une énergie révolutionnaire potentielle incontestable, comme l'atteste sa contribution considérable au mouvement de la résistance de 1953 à 1955 et sa mobilisation durant les grèves de 1959 à 1960, pour soutenir les revendications des travailleurs et défendre l'unité syndicale. C'est d'ailleurs grâce à lui que nous avons obtenu jusqu'à maintenant nos victoires électorales sur le plan municipal et communal.

Mais autant, il serait injuste et dangereux de s'en désintéresser ou de minimiser leur force, autant il serait stérile de fonder sur ces seules couches l'action révolutionnaire de notre parti.

D'ailleurs, le régime fait comme s'il se désintéressait politiquement de ces couches, sauf dans l'utilisation des thèmes religieux ou traditionnels, comme il ne tient pas compte des mouvements d'humeur de la grande bourgeoisie, il braque toute son attention sur la paysannerie

Ce phénomène est en réalité encore un trait de la politique néo-colonialiste. L'impérialisme, ayant grossièrement tiré des leçons des révolutions asiatiques et de la révolution cubaine, conseille aux régimes à son service de ne pas tenir trop grand compte des couches urbaines, mais d'essayer de calmer plutôt le mécontentement des paysans et ainsi de détourner ces derniers de la révolution. Nous ne reviendrons plus sur le contenu réel de ce qu'on a appelé la "promotion nationale" et que nous avons examiné dans la première partie de ce rapport. C'est son sens politique que nous soulignons ici.

En vérité, cette opération s'inscrit dans la série d'expériences qui se sont succédées depuis le protectorat en vue de régler les problèmes du monde rural sans toucher au régime de propriété. Le Protectorat

ne pouvait y toucher parce que c'était le fondement même de son existence ; les gouvernements d'après l'indépendance même avec notre participation, parce que le problème fondamental du pouvoir n'était pas résolu.

Bien entendu, cette promotion nationale n'est qu'une caricature de ce que devrait être réellement une mise au travail des populations paysannes, mais pour un temps, elle peut faire illusion.

C'est pour cette raison qu'il s'agit de ne pas laisser le pouvoir gagner du temps, car c'est là son but. Il faut au contraire profiter de la mise en mouvement de ces paysans sans terre, qui est une conséquence involontaire de l'opération pour leur présenter des solutions plus efficaces que celles qui sont promises par le régime.

Les caractéristiques de la société marocaine actuelles peuvent être ainsi résumées :

- Une grande bourgeoisie qui a abdiqué ses prétentions politiques et associe son sort à celui de la semi-féodalité.

- Une classe ouvrière qui est la force révolutionnaire par excellence et qui doit poser en termes clairs les relations de ses tâches syndicales et de ses buts politiques.

- Une moyenne et petite bourgeoisie mécontente et potentiellement révolutionnaire mais hésitant à reprendre la lutte pour achever la libération nationale.

- Une masse paysanne de petits fellahs et khemmes sans terre qui a besoin d'une claire vision de ses tâches et d'un cadre pour organiser son action propre auprès de la classe ouvrière.

C'est dans cette situation objective aux contours flous que se maintient un régime qui se définit par une certaine indépendance vis-à-vis des couches sociales et une soumission grandissante au néo-colonialisme, avec comme arrière-plan le gigantesque affrontement international de l'impérialisme et des forces de libération et du progrès.

AUTOCRITIQUE :

TROIS ERREURS MORTELLES.

Dans ces conditions intérieures et extérieures, nous nous trouvons devant des tâches nombreuses et difficiles et nous ne pouvons ne pas y faire face. Mais ces tâches nouvelles nécessitent que nos méthodes également changent. La manière dont nous nous conduisions auparavant n'est plus de mise aujourd'hui.

Il me paraît que dans le passé, nous nous étions laissés entraîner particulièrement par trois erreurs essentielles, lesquelles seraient absolument mortelles, si elles étaient reprises dans les circonstances actuelles.

- la première erreur consiste essentiellement dans l'appréciation que nous portions sur les compromis que nous étions obligés de passer avec l'adversaire.
- la seconde consistait dans les luttes que nous menions en vase clos, en dehors de la participation populaire.
- la troisième dans le manque de netteté dans les prises de position idéologiques, nous ne disions pas avec précision qui nous étions.

1) les compromis passés.

quelle a été notre attitude vis-à-vis du premier compromis, celui d'Aix-les-Bains ?

Il est survenu après une longue lutte pendant laquelle l'approfondissement de la conscience révolutionnaire chez les militants n'a cessé de mettre à l'ordre du jour des revendications de plus en plus précises. Cette lutte était passée grossièrement par trois phases principales :

a) la première phase où le mouvement national était caractérisé, après l'échec des insurrections paysannes armées, surtout par la propagande au sein des masses petites bourgeoises des anciennes villes traditionnelles. Survint le premier changement quantitatif et qualitatif après la fin de la seconde guerre mondiale, par l'entrée des masses laborieuses des bidonvilles dans ce mouvement.

Le développement extrêmement rapide du secteur industriel a eu alors pour résultat positif, la formation des masses ouvrières qui, petit à petit, ont été gagnées à l'idéologie nationaliste.

Le fait remarquable, c'est qu'on a eu trop souvent tendance à ne voir cet afflux de nouveaux membres que sous l'angle quantitatif. Cette masse néo-citadine qui illustre déjà dans les bidonvilles l'alliance entre les ouvriers et les paysans, ne semblait être qu'une formidable masse de manoeuvres dans la lutte contre le pouvoir colonialiste. Le changement qualitatif des objectifs et des méthodes de luttes qui devaient en découler a été trop souvent mésestimé. En cela réside l'explication de beaucoup de développements ultérieurs. En fait deux mouvements existaient côte à côte ; et dans la mesure où ces masses laborieuses étaient de plus en plus conscientes de leur idéologie particulière, la lutte nationale a reçu de ce renforcement décisif un coup de fouet.

b) la seconde phase de la lutte n'est pas tellement le début de l'activité terroriste dans les villes, que la lutte armée. Comme d'autres expériences nous l'ont amplement prouvé, celle-ci ne peut vivre que

par le soutien actif des populations paysannes. Cela veut dire que ces dernières commencent à être touchées par le mouvement de libération nationale.

Ce phénomène compris et expliqué devient d'une importance révolutionnaire incomparable. Car il pose deux problèmes capitaux.

Le premier, c'est la liaison entre la lutte des ouvriers et des petits commerçants et artisans dans les villes et celles des paysans dans les campagnes. Comme chacun sait, le fait fondamental dans l'exploitation coloniale, c'est l'expropriation des terres qui augmente le chômage et le sous-emploi dans les campagnes et par conséquent détermine un exode vers les villes. Ces paysans chassés de leurs terres, qui forment le lumpen prolétariat des villes, se lancent les premiers dans la lutte nationale mais la source de leur mécontentement, de leur force révolutionnaire est dans les campagnes. C'est pour cette raison que, lorsque celles-ci sont gagnées par la lutte nationale, la boucle est fermée et la force accumulée des deux pôles révolutionnaires devient irrésistible. Mais en même temps qu'elle gagne en force, la Révolution acquiert les moyens de s'approfondir idéologiquement. En réfléchissant sur les problèmes de ses deux forces essentielles, elle peut arriver à une claire compréhension du système d'exploitation coloniale qu'exige la claire compréhension des problèmes de la campagne, ceux des ouvriers et les liens qui les réunissent. C'est d'ailleurs l'appréhension de cette liaison qui est la marque d'un mouvement ou d'un programme révolutionnaire.

Le second problème que met en lumière cette phase est celui de la violence comme moyen politique. La lutte révolutionnaire contre un système économico-social est alors une combinaison de moyens politiques et militaires, un va-et-vient constant entre légalité et illégalité. Notre pays était largement entré dans cette phase et il fallait à ce moment l'apprécier en sa nouveauté et sa force, et tirer les conclusions qu'elle mettait à portée de tous les militants.

c) comme le rythme de la radicalisation politique, et la clarification idéologique qui peut en découler

se fait de plus en plus rapide à mesure que la lutte avance, notre lutte passa à une troisième phase qu'est l'insertion dans une perspective révolutionnaire nord-africaine. Et c'était véritablement là un changement qualitatif. Le moyen existait de dépasser les objectifs premiers des trois pays qui allaient de la revendication sentimentale du retour du Roi, à la création d'un Etat, en passant par la restauration de la souveraineté nationale. Au-delà de ces différences apparentes, on pouvait percevoir alors l'identité de l'oppression coloniale et la communauté de lutte anticolonialiste. La portée révolutionnaire de l'unité de lutte c'est qu'elle dévoile l'unité fondamentale à travers les particularités superficielles tenant à l'histoire de la Colonisation, au régime politique, à l'intelligence des responsables coloniaux. Cette unité d'action devait à la longue emporter beaucoup de mythes et pas mal d'illusion.

C'est au bout de cette évolution qui a mis objectivement à l'ordre du jour le rôle et les objectifs des masses laborieuses citadines, la nécessité de leur liaison avec les masses paysannes, le problème de la violence, non dans un cadre étroit, mais dans une perspective anti-colonialiste de plus en plus large, qu'est intervenu le compromis d'Aix-les-Bains.

C'est au bout de cette courte période de notre lutte nationale, où pourtant ont commencé à jouer tous les phénomènes de démystification que nous avons connus dans d'autres Révolutions, qu'a été signé, comme conséquence d'Aix-les-Bains, l'accord de la Celle-Saint-Cloud par Mohammed V ramené d'exil.

Est-ce que cela ne signifie pas que l'ennemi, plus expérimenté, a mieux et plus vite saisi la tendance des évènements ?

Pourquoi le Mouvement de Libération Nationale dont nous étions tous parmi les dirigeants n'avait pas compris et fait comprendre aux militants la raison fondamentale, les problèmes essentiels de l'exploitation coloniale et par conséquent les exigences d'une réelle libération ?

C'est cette question et d'autres du même genre que nous devons nous poser aujourd'hui.

L'histoire nous avait donné tous les moyens de

faire le travail de clarification que nous devons faire en tant que révolutionnaires. Le compromis que nous avons passé avec le Colonialisme, l'avons-nous présenté comme un compromis, c'est-à-dire un accord par lequel nous avons à la fois gagné et momentanément perdu ?

Au sujet de cet accord, nous ne devons pas aujourd'hui poser de faux problèmes tels que : Aurait-on pu refuser ? Qu'est-ce qui a poussé la France à accepter ? La seule question qui nous intéresse est de préciser l'impact de cet accord sur l'élan révolutionnaire du mouvement national. Personne ne peut soutenir que la conjonction des deux mouvements de libération algérien et marocain, et la situation qui pouvait en résulter, n'a pas joué un rôle dans le brusque revirement de la politique française. De même que ce n'est pas un hasard qu'au moment précis où les militants commençaient - et ne faisaient que commencer - de saisir derrière le symbole, la signification de la lutte nationale, le pouvoir colonial a brusquement compris la portée effective du retour du Roi. Il y a une coïncidence qui, à l'analyse, donne rétrospectivement à la politique coloniale une force que nous étions loin de soupçonner.

Bien sûr, la signification "machiavélique" de cette politique n'est apparue clairement que lorsque s'est dessinée la tendance politique nouvelle envers l'Afrique noire, mais déjà en cette fin de 1955, chez plusieurs militants, surtout parmi les dirigeants de la Résistance et de l'Armée de Libération, un sentiment d'amertume prenait jour, qui était en vérité l'intuition que la Révolution venait d'être stoppée.

Avons-nous pris à notre compte cette amertume, comme c'était notre rôle et expliqué la véritable portée du Compromis d'Aix-les-Bains, alors que la politique de l'adversaire devenait claire comme le jour, après le coup de théâtre du revirement téléguidé d'El Glaoui ?

Au contraire, nous avons pris à notre compte tout l'accord et nous l'avons présenté comme une déroute totale du colonialisme français. Nous avons présenté la liquidation du Conseil du Trône comme une nouvelle capitulation du pouvoir colonial, alors

que c'était une concession-piège savamment calculée. Nous sommes entrés dans le jeu colonial, en substituant à l'objectif fondamental de la lutte qui commençait à devenir de plus en plus claire dans l'esprit des militants, un autre à la fois plus facile à saisir sur le coup et en même temps plus trompeur à la longue. Le tournant n'a pas été pris, à ce moment là, ne l'a pas été pour des raisons qui peuvent être discutées, mais le résultat réel a été que le compromis politique a été conçu et présenté comme une pause révolutionnaire. Il était entendu que pendant cette pause, le mouvement national, artificiellement gonflé, allait être réorganisé, qu'il allait s'intégrer les secteurs qui lui échappaient. Mais toutes ces mesures, entreprises de bonne foi, mais n'étant pas conçues en fonction d'une stratégie globale, allaient jouer dans un sens négatif et pourrir le mouvement national.

Cette appréciation critique du compromis d'Aix-les-Bains, qui n'a pas été faite en 1956, doit l'être aujourd'hui, pour que, sur le plan interne, notre position à l'égard des compromis de toute sorte, que nous serions peut-être amenés d'accepter à l'avenir, soit claire et nette. Ils doivent être présentés objectivement, dans leur valeur réelle et n'être jamais défendus comme des victoires complètes. Jamais, ils ne doivent obscurcir la conscience révolutionnaire des militants.

Il n'est jamais interdit de passer un compromis, car tout dépend des rapports de force et du but prochain ou lointain qu'on se propose. Mais l'important est de le faire en pleine lumière, en expliquant toute la situation à nos militants.

L'important est de ne pas refaire la faute d'Aix-les-Bains, de ne pas justifier totalement un compromis le célébrer comme une pleine victoire, sur des bases et pour des buts opportunistes.

2) la lutte en vase clos.

Ai-je besoin de vous rappeler toutes les batailles que nous avons dû mener de 1956 à 1960, sans que le peuple n'en sache rien. Tout se passait dans

les villas des bonzes du parti Istiqlal ou entre les murs d'un Palais, et rien n'en transpirait.

Certains cadres savent dans le détail, comment, dès le début, nous avons défendu au sein du parti de l'Istiqlal, le principe que tous les instruments du pouvoir, en particulier les fonctionnaires d'autorité de l'Intérieur, l'armée, la police et la gendarmerie, soient soumis au gouvernement, sans quoi, aucun gouvernement ne peut réellement détenir le pouvoir exécutif qu'il était censé exercer. Or, chaque fois que nous posions le problème des "domaines réservés", ou que la question était inscrite à l'ordre du jour d'un Conseil de Ministres, nous subissions le lendemain une attaque en règle dans la presse française colonialiste et, sous quel prétexte : "le Trône est menacé !". Ce qui était étrange, venant de ceux qui y avaient porté réellement atteinte trois ans plus tôt.

Or ces batailles renouvelées, pendant les premiers gouvernements de coalition, le gouvernement Balafrej et le gouvernement Ibrahim, n'ont jamais été clairement expliquées à l'opinion. Nous ne disions pas au peuple que tous les moyens d'appliquer nos projets nous échappaient. De telle manière qu'aujourd'hui certains osent dire que nous possédions de 1956 à 1960 tous les pouvoirs. Nous n'avions pas le pouvoir, voilà la vérité.

Venons-en maintenant aux réformes économiques. Certains de ceux qui prennent à leur charge ces réformes et les mettent dans leurs discours, ont été, en leur temps, leurs ennemis les plus acharnés. Que de batailles n'a-t-il pas fallu à notre camarade Bouabid pour que le Maroc ait son Institut d'émission, pour que sa monnaie ne soit pas une pure monnaie satellite, pour arrêter l'hémorragie du capital national ? Quelle patience et quel sens pédagogique n'a-t-il pas dû montrer pour arriver à ces buts, durant les quatre années passées au Ministère de l'Economie Nationale d'octobre 1956 à avril 1960.

J'aurai l'occasion de dire plus loin que, sur le plan des réalités économiques, ces réformes ne changeaient pas fondamentalement la domination néo-coloniale. Il est d'autant plus nécessaire d'expliquer

que ces réformes minimales au regard de ce qui nous reste à faire, n'ont pu être réalisées qu'après de dures batailles dont le peuple n'a rien su.

Et enfin quand il s'est agi de choisir un scrutin pour les élections communales, nous avons lutté pour que le scrutin de liste, seul capable de faire des communes un moyen de reconstruction économique et sociale, fût adopté. Des "savants" sollicités répondaient en un autre sens, celui du scrutin uninominal ou mitigé conformément aux vœux du Palais. Finalement on a eu recours à la consultation de toutes les formations politiques, même celles qui ne méritaient guère ce nom ; cinq ont répondu comme nous, contre trois dont deux étaient contre le principe même des élections. Cela n'empêcha pas que le scrutin uninominal complètement inadéquat fût finalement adopté pour encourager la résurrection des notables et féodaux.

Le peuple n'a rien su des péripéties de cette bataille non plus.

Il en est de même des batailles menées au sein du Comité Exécutif ou de la Commission Politique du Parti de l'Istiqlal jusqu'au 25 janvier 1959. Le glissement de certains dirigeants vers la compromission et parfois même leur participation à des machinations occultes contre l'Armée de Libération, la Résistance ou l'Union Marocaine du Travail étaient l'objet d'âpres querelles qui, si elles avaient été rendues publiques en leur temps, auraient économisé bien du temps et bien des désillusions et des sacrifices. A l'avenir, ces erreurs ne doivent plus être recommencées et ces éléments du passé doivent être repris et expliqués aux militants pour qu'un certain nombre de légendes n'aient plus cours et que certains mythes ne puissent servir de paravent au néo-colonialisme.

3) qui sommes-nous ?

Pendant longtemps nous n'avons pas voulu dire vers quel but nous voulions aller. A cause des compromis mal expliqués, des luttes menées en secret, nous n'avons pas défini une perspective à long terme.

Que n'avons-nous pas entendu ce mot "vous n'avez pas de programme ?". La question ne doit pas se poser ainsi, car un programme, n'importe qui peut l'écrire, comme le démontrent la floraison de programmes proclamés par le pouvoir ou ses agents politiques.

Mais il n'en reste pas moins que souvent nous n'avons pas dit avec clarté, quelle sorte d'organisation économique, sociale et politique, nous voulions en définitive pour notre pays.

A l'heure actuelle, cette situation ne peut pas durer. Puisque la classification politique est déjà faite, pour que la clarification soit totale, il faut nous définir comme une option révolutionnaire, face à l'option réactionnaire et démagogique actuelle. La meilleure façon de nous définir consistera, justement au cours du deuxième congrès, à préciser sans hésitation les tâches à long terme et à court terme qui nous attendent.

QUELLES SONT NOS TACHES ?

1) le problème démocratique.

Dans ce problème, nous avons pris dans le passé des attitudes qui n'ont pas été pleinement justifiées par le déroulement des événements. Il est évident qu'après le compromis d'Aix-les-Bains, la conclusion logique pour le mouvement national était d'imposer une réforme du système politico-administratif. Non seulement parcequ'elle était la première revendication, avant que la question royale ne fût posée en 1953 mais encore, parcequ'elle permettait immédiatement de fixer les responsabilités. Or, la tactique du pouvoir colonial avait été de faire semblant que le problème de la souveraineté marocaine se ramenait à celui du Souverain marocain. La Féodalité marocaine inspirée par ce même pouvoir, adopta la même ligne, tel était l'intérêt à la fois de l'impérialisme et de la féodalité.

Pendant les deux premières années de l'indépendance, nous avons assisté à ce jeu machiavélique de la part de la Féodalité, qui consistait à retarder le plus possible les réformes administratives ou économiques qui n'étaient que les conséquences de la reconnaissance de l'indépendance ; mais une fois ces réformes accomplies, elle les annexait et en profi-

tait pour faire oublier le problème constitutionnel. Les gouvernements étaient faits ou défaits sans aucune règle constante. Les partis représentatifs ou non, réels ou fictifs, étaient mis sur le même plan. La justification était que devant les grands problèmes nationaux, l'échéance de la démocratisation n'était pas venue. Plus que cela, on se servait de certaines de nos théories sur la démocratie réelle, pour soutenir que le problème constitutionnel est un problème formel qui ne changeait rien à la réalité économique et sociale. Pendant ce temps, sous le couvert de l'intérêt national et de l'Unité symbolisée par le Roi, les forces conservatrices jouissant d'incontestables complicités à l'intérieur et à l'extérieur, retardaient l'échéance des réformes de structure qui porteraient atteinte à leurs privilèges. La Féodalité gagnait de plus en plus en force et passait même, à la fin 1958, à l'offensive par la rébellion artificielle du Rif fomentée avec la complicité d'éléments de l'état-major des F.A.R., comme du reste la rébellion d'Addi ou Bihi au Tafilalet, deux ans auparavant.

Or, il faut reconnaître que le soi-disant danger de l'offensive féodale a été utilisé comme moyen de chantage pour nous faire accepter un contrat avec le Roi qui se ramenait en fait à la mise en veilleuse du problème constitutionnel. Ce contrat imposé dans une certaine mesure par la conjoncture a été plus ou moins honoré pendant toute la durée du Gouvernement Ibrahim, dans lequel siégeaient certains responsables de notre Parti. Nous devons, bien entendu, dire dans quelle mesure chacun des partenaires a joué le jeu.

Mais la question essentielle est celle de savoir dans quelle mesure nous devons mettre une sourdine à notre revendication constitutionnelle, et attendre pendant presque deux ans, que l'expérience montre à l'évidence qu'aucune réforme réelle ne pouvait aboutir dans le cadre du pouvoir absolu.

Bien sûr le renvoi du gouvernement Ibrahim nous a finalement appris que tout accord avec les forces conservatrices doit être sur la base d'un programme précis et limité, faute de quoi, le mouvement national progressiste devient un otage et sa présence sert

d'alibi à la réaction.

Maintenant, nous avons pris une position nette sur le plan constitutionnel ; mais nous ne devons pas compenser une erreur par une autre. Il ne faudrait pas que la constitution devienne un mot magique qui va régler tous les problèmes. A mon sens, la Constitution n'est valable que dans la mesure où elle garantit les libertés publiques, leur permet d'être effectives, par le contrôle et la sanction du pouvoir et où elle permet de contrecarrer les influences étrangères dans les affaires de notre pays. Ce qui importe pour nous c'est la définition des pouvoirs et des responsabilités devant le peuple, la mise en place des institutions authentiquement populaires.

Donc le problème constitutionnel n'est qu'une partie du problème démocratique, c'est-à-dire de la participation, de plus en plus large des masses populaires à la gestion publique. Il ne peut être disjoint de la nécessité d'une mobilisation et d'une organisation des masses, qui est d'ailleurs le plus sûr moyen d'imposer cette revendication fondamentale.

Elle ne peut être séparée de la lutte anti-impérialiste, car il ne suffit pas d'attaquer politiquement le régime du pouvoir absolu, mais il faut encore affaiblir économiquement ses alliés, c'est-à-dire la colonisation foncière, la féodalité et la bourgeoisie mercantile et comprador.

C'est pour cette raison que nous ne nous séparons pas du Régime uniquement sur le problème constitutionnel ; ce n'est là qu'un cadre. C'est pour nous un moyen de plus d'organiser les masses et de lutter contre le néo-colonialisme. Mais ce qui nous définit réellement c'est notre position anti-impérialiste.

2) nos tâches anti-impérialistes.

A la fois à l'intérieur et à l'extérieur.

a) Nos tâches sur le plan de la politique extérieure sont claires ; elles s'inscrivent dans la ligne de solidarité totale avec l'ensemble du Mouvement International de Révolution nationale et anti-coloniale

comme elles s'inscrivent plus particulièrement dans le combat commun que nous devons poursuivre aux côtés de nos frères algériens, arabes du Moyen-Orient ou africains. Il ne s'agit pas de s'abriter derrière des slogans vieux mais bien de mener une action qui soit le reflet dans les relations internationales d'un choix politique global.

Qu'il me suffise pour illustrer nos tâches dans ce domaine, de rappeler en quoi une action anti-impérialiste conséquente, menée par une organisation révolutionnaire comme la nôtre doit différer de celle qui pourrait être apparemment entreprise sous le même slogan, par les éléments réactionnaires alliés de l'impérialisme afin de mieux camoufler cette alliance. Bien souvent, une politique se ramène à un moment donné à un slogan. Celui-ci ramasse en un mot le premier objectif de la lutte. Mais, sauf dans des cas précis, un mot ne peut rester valable quand la situation est extrêmement mouvante comme l'est nécessairement celle qui caractérise la lutte anti-impérialiste. C'est pourquoi dans chaque problème particulier nous devons bien préciser la voie qui fait avancer la lutte anti-impérialiste et non pas nous contenter de brandir un mot d'ordre qui peut changer de contenu.

Deux exemples peuvent être invoqués ici, celui du neutralisme et de l'unité maghrébine, arabe ou africaine.

Le neutralisme a été une référence au moment où Dulles le taxait d'immoralité, c'est-à-dire, au moment où il n'avait de valeur que comme une option sur l'avenir. La lutte anti-impérialiste étant encore restreinte sur le plan géographique et timorée sur le plan économique, les quelques pays qui refusaient de s'aligner purement et simplement sur le bloc occidental, préparaient la voie à la libération des autres peuples. Mais à partir du moment où la lutte anti-impérialiste prend de l'ampleur, où l'Occident tire les conclusions de son choix néo-colonialiste et se montre prêt à accepter une neutralité de surface, la simple profession de foi neutraliste ne peut plus suffire. Seules des prises de positions concrètes dans des cas précis sont importantes.

Pour mieux préciser cette manière dynamique qui doit être la nôtre en face de l'option neutraliste, je citerai l'exemple de l'affaire du Canal de Suez en 1956. Ce fut la première brèche réelle dans la citadelle impérialiste de l'ensemble arabo-africain. Le Président Nasser a pu affirmer à cette occasion le véritable sens du neutralisme politique. Or notre Mouvement de Libération Nationale qui était alors représenté par l'Istiqlal n'a pas saisi au niveau de toute la direction l'importance historique de cet évènement. Seuls quelques dirigeants, de ce que l'on appelait "l'aile activiste" ou "gauche" et qui étaient animés par un sens révolutionnaire de solidarité avec les luttes menées au Moyen-Orient, ont essayé à travers la presse ou sur le plan des organisations de masses de tirer profit de cette défaite impérialiste pour faire naître la conscience de l'insuffisance de la politique pratiquée par notre gouvernement et la nécessité de se préparer à des batailles futures. Les discours de Mohamed Basri au nom de la Résistance à l'occasion des anniversaires du 20 août en 1956, 1957 et même en 1958, qui exprimaient ce sentiment, étaient jugés excessifs par le Palais et les représentants de la grande bourgeoisie dans la direction de l'Istiqlal.

Il est vrai que la politique officielle d'indifférence à l'égard de la lutte menée par nos frères arabes au Moyen-Orient était si visiblement erronée, pour ne pas dire complice de l'impérialisme, qu'elle a provoqué par réaction, au sein du mouvement et bien avant la création de l'U.N.F.P., une tendance à l'établissement de liens organiques avec les autres mouvements arabes progressistes et anti-impérialistes. A telle enseigne que le Palais se crut obligé à partir de 1959 de prendre à son compte cette politique de rapprochement avec le Moyen-Orient et s'en servit pour son prestige. En témoignent les appréciations successives du régime du Caire qui passent d'un mépris hautain, à une sympathie empreinte d'une certaine méfiance. Même le mot d'ordre de neutralisme qui effrayait finit par être adopté dans le langage officiel sans qu'il traduise une véritable option anti-impérialiste.

Il en est de même du mot d'ordre d'unité.

L'unité, comme but, doit se glisser entre deux réalités, une unification déjà faite qui est celle de l'impérialisme (c'est-à-dire de l'exploitation et de l'esclavage) et la division, elle aussi fille de l'impérialisme et qui déchire le continent selon les appétits et les conflits des monopoles capitalistes. C'est-à-dire que l'unité doit se gagner petit à petit au cours des luttes difficiles et non pas être considérée comme la somme de résultats déjà obtenus. Elle doit se manifester d'abord dans une unité d'action des pays indépendants pour liquider le système colonial de l'ensemble du continent. Elle doit se concrétiser par des mesures identiques qui permettent l'harmonisation graduelle des politiques économiques et finalement rendre possible et souhaitable des institutions communes.

Or, l'impérialisme a parfaitement compris, qu'en prenant de vitesse les masses africaines et leurs dirigeants, en choisissant le chemin inverse, en acceptant l'idée formelle d'une unité continentale ou régionale, il ne faisait rien d'autre que consolider le donné, c'est-à-dire la prépondérance impérialiste. Cette politique est actuellement tellement dangereuse, que le premier devoir des mouvements révolutionnaires est de lutter contre cette fausse conception qui consolide les régimes réactionnaires et les blanchit de leur politique néo-colonialiste. Notre devoir n'est pas de prendre à notre compte un mot d'ordre, mais de préciser exactement son contenu. Celui-ci doit être jugé objectivement au-delà des regroupements factices qui divisent actuellement les Etats africains. Si nous ne précisons pas clairement quelle sorte d'unité nous souhaitons, et quels moyens nous proposons pour y arriver, nous risquons de nous trouver dans des situations quelque peu embarrassantes.

C'est le cas en particulier de l'Unité Maghrébine.

Allons-nous permettre une nouvelle fois que nos adversaires se servent contre nous d'une idée à laquelle nous seuls tenons vraiment ?

Cette unité est dans l'ordre des choses, et personne ne peut s'y opposer réellement ; mais si nous maintenons uniquement le mot d'ordre d'unité sans

autres qualifications nous faciliterons la tâche aux mystificateurs qui l'exploiteront à leur avantage. Nous devons en même temps développer cette mystique de l'unité et montrer ses difficultés. Par opposition aux déclarations creuses qui cachent un sabotage certain, nous devons nous consacrer, nous, à des buts concrets comme la similitude d'organisation, le parallélisme des structures politico-administratives, l'harmonisation des buts poursuivis par chaque politique économique dans le cadre de chaque Etat. Ce sont ces mesures préliminaires, décidées et appliquées sur le plan des organisations de masse, qui frayeront le chemin à une union réelle. A partir de là, il ne sera pas difficile de démontrer que la politique du gouvernement actuel, qui suit exactement l'ordre inverse, cache, derrière les déclarations retentissantes, une volonté de compétition et de dangereuses arrières-pensées.

Le mot d'ordre d'Unité Nord-Africaine va prendre très rapidement la première place, mais nous ne devons pas permettre qu'il serve d'alibi. Pour cela, il est nécessaire de tirer des leçons de notre politique passée et de préciser pour les militants derrière chaque mot d'ordre, l'objectif visé. C'est là le moyen le plus sûr d'acculer les alliés conscients de l'impérialisme les uns à se démasquer, les autres à se décider à rejoindre le camp des forces populaires.

b) dans le domaine intérieur de la lutte anti-impérialiste.

La ligne de démarcation est plus facile à tracer entre les forces populaires de libération et les éléments réactionnaires alliés ou supports du néo-colonialisme.

Mais de quoi s'agit-il quand nous parlons de nos tâches anti-impérialistes à l'intérieur du pays?

Il s'agit tout simplement de liquider les manifestations de domination étrangère et de dépendance dans les domaines économiques, financiers et culturels. A cette occasion, je voudrais revenir sur un certain nombre de réformes économiques qui ont été accomplies et qui n'ont pas été appréciées à leur juste valeur. C'est encore un travail de clarification

idéologique qu'il faut faire.

les structures coloniales.

Il s'agit des réformes administratives, politiques et économiques qui ont suivi la reconnaissance de l'indépendance marocaine. Là il ne faut pas sous-estimer la longue lutte, les batailles incessantes qu'il fallait soutenir à l'occasion de chaque réforme, mais en même temps, il faut arriver à une appréciation objective de ces réformes. Dans quelle mesure assuraient-elles l'indépendance nationale, dans quelle mesure portaient-elles atteinte à la puissance impérialiste ?

Parfois la dure bataille qu'on a dû livrer pour arracher telle réforme douanière ou monétaire, ou telle loi électorale, nous faisait oublier que nous n'avions affaire qu'à une étape, nécessaire certes, mais qui exige d'autres mesures plus radicales si l'on veut arriver au but de la libération totale poursuivie. Notre surestimation du résultat réel des mesures gagnées de haute lutte, s'explique d'ailleurs par notre première faute d'appréciation. A partir du moment où la pause révolutionnaire a été présentée comme une victoire complète et la réalisation de l'objectif fondamental, l'exercice du pouvoir ne pourrait être en fait que la prise en charge de l'héritage colonial. Aucun compte n'a été tenu de l'approfondissement de la conscience révolutionnaire pendant deux années de lutte. Cette lutte a d'ailleurs été considérée par le Palais et certains dirigeants ralliés à ses vues comme simplement un moyen plus efficace que celui de l'agitation politique pour arriver au même but. Ils se sont cramponnés à la ligne d'action d'avant 1953, c'est-à-dire celle des réformes et de l'application intégrale d'un traité de protectorat rénové. Bien sûr, dans les discours, on parlait de libération réelle, d'une vraie indépendance, de lutte contre soi-même ; mais la configuration politique dans laquelle nous étions prisonniers, nous empêchait de mettre en accord les paroles et ce qu'on pratiquait en notre nom. A partir de ce moment-là, a commencé à jouer la logique de l'héritage colonial, de l'exercice du pouvoir dans le cadre de structures colo-

niales. Or, l'héritage colonial pose un problème capital ; celui du libéralisme colonial, qui se pose actuellement dans toute l'Afrique, mais qui se posait également devant nous et dont nous n'avons pas analysé avec suffisamment de lucidité les causes.

Il est aisé de démontrer que pendant la période coloniale, il y a utilisation de deux sortes de domination : l'une s'appuyant sur la violence pure qui se manifestait dans toute la structure du pouvoir colonial, l'autre par le canal du simple jeu des lois économiques.

En réalité, à cette distinction correspondait la différenciation sociale entre colonisation foncière et groupe industriel. Ce dernier a fini par percevoir qu'il n'avait aucunement besoin de l'utilisation de la force brutale. Il s'est rendu compte que le système capitaliste avait suffisamment pénétré la société coloniale pour qu'un retour à une autarcie pré-capitaliste fût désormais impossible. Bien plus, la violence et l'existence même de la colonisation foncière lui apparaissaient désormais comme un frein au développement capitaliste. C'est pour cette raison qu'il était tout à fait prêt à accepter la restauration de la souveraineté marocaine, jugeant à bon escient que les lois émanant d'un pouvoir national et les garanties que celui-ci consentirait avaient plus de chance d'être appliquées. C'est là qu'il faut trouver l'explication du rôle joué pendant la crise de 1952 à 1955 par les groupements industriels français qui finançaient le quotidien casablancais "Maroc-Press" et qui contrebalançaient à Paris la pression des militaires et des colons.

les réformes et le néo-colonialisme.

Mais plus important encore que de connaître le rôle de ce capitalisme libéral dans le règlement de l'affaire marocaine est de savoir jusqu'à quel point, il était décidé à aller, dans le sens des réformes. Ces libéraux, avec leurs représentants dans l'administration comme assistants techniques, étaient pour la plupart installés dans les grandes villes, leurs entreprises étaient souvent des succursales d'entrep-

prises françaises, leur production conditionnée par l'élargissement du marché intérieur marocain. Autant ils pouvaient être dans une certaine mesure contre la hausse des salaires d'ouvriers urbains par exemple autant des réformes dans le domaine agraire, qui liquideraient les secteurs pré-capitalistes en les faisant entrer dans le marché national, ne pouvaient que leur paraître favorables à leurs intérêts, surtout si ces mesures ne portaient pas atteinte au principe de la propriété privée. De même, des mesures douanières ou autres qui limiteraient la compétition avec des producteurs plus puissants ; ils étaient capables de les accepter jusqu'à un certain point surtout qu'elles leur permettaient de répercuter les hausses de salaires sur les prix, sans risquer un fléchissement de la demande.

Bien différent fut le comportement de ce néo-capitalisme vis-à-vis de la politique plus radicale dans le domaine de la libération économique entreprise par nos camarades au Gouvernement en 1959. La mise en place des instruments de cette libération, la promulgation des lois sur le contrôle des capitaux, la préparation d'un plan quinquennal qui comportait certaines options nettement anti-impérialistes, tout cela fut considéré comme autant de machines de guerre contre les intérêts capitalistes et néo-colonialistes.

Ceux qui étaient le plus visés dans leurs intérêts ou leurs privilèges ont vite compris le sens de cette nouvelle politique qui se dessinait à partir de 1959.

Ce sont eux qui épaulèrent et inspirèrent alors le Prince Héritier dans son action acharnée contre notre participation au Gouvernement considérée comme nécessaire par son père Mohammed V.

Devons-nous cependant ne pas considérer les réformes partiellement réalisées, pendant notre séjour au pouvoir, comme des victoires ?

Victoires elles l'étaient sur le terrain de la lutte politique de tous les jours, mais non point sur la voie de la libération réelle. Car la technique adroite de l'adversaire a été de profiter du manque de clarification politique pour faire traîner en longueur les réformes les plus indispensables qui découlaient de la reconnaissance même de l'Indépendance natio-

nale, au risque même de vouer le pays à la faillite. La moindre réforme rencontrait tellement d'oppositions, avait à déjouer tellement de manoeuvres, que lorsqu'elle voyait finalement le jour, elle devait par la force même des choses être saluée comme une grande victoire populaire. Il était donc normal que nous, qui menions une lutte épuisante de tous les jours, célébrions les victoires remportées de haute lutte. Mais notre devoir révolutionnaire est de montrer en même temps que, dans la longue voie de développement économique, ce n'était là que balbutiement.

Par la même occasion se trouvait dévoilée la duplicité d'un pouvoir qui se dit national, mais qui ne cessait de reculer l'heure de notre véritable libération.

Cette appréciation est d'autant plus nécessaire que le pouvoir actuel reprend en fait cette même politique de réformes à son compte, avec évidemment une impréparation et une incapacité certaines. En un sens, il a enlevé de notre politique économique ancienne toutes les promesses révolutionnaires et n'en a gardé que le côté réformiste. Ce côté réformiste doit être pleinement mis en lumière de telle manière que, demain, nous ne puissions plus par exemple nous laisser tromper par une politique d'améliorations agricoles qui prétendrait ne pas toucher au régime foncier.

pour une véritable libération.

Car pour réaliser notre libération économique, notre tâche anti-impérialiste consiste tout d'abord à refuser de nous installer comme héritiers du pouvoir colonial, de refuser de limiter notre politique par les normes et les niveaux économiques établis dans les conditions du système du Protectorat. Nous devons comprendre, au contraire, qu'en toute logique un craquement révolutionnaire porte en lui la possibilité d'un recul momentané dans la production, un bouleversement du système des rémunérations et des prix. Il ne s'agit plus alors de manoeuvrer entre la colonisation foncière, le groupe industriel libéral et le gouvernement français qui voudrait bien garantir par son aide parcimonieusement consentie leurs inté-

rêts différents.

Il faut qu'il soit clair pour nous tous que l'ère des réformes partielles, à l'intérieur du système capitaliste, ne pourra pas nous libérer réellement. Seule une politique anti-impérialiste globale, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, nous permettra d'être à la hauteur de nos tâches.

Avant de conclure ce chapitre, je dois dire qu'il ne faudra pas mettre sur le même plan toutes les tâches anti-impérialistes. Il faut mettre au premier plan deux tâches essentielles sur lesquelles aucune discussion ne peut être permise : la réforme agraire à l'intérieur et à l'extérieur l'édification du Maghreb arabe uni en tant que moyen de lutte contre l'implantation néo-colonialiste. Elles doivent être au premier rang de notre programme minimum.

3) la perspective révolutionnaire.

J'appelle perspective révolutionnaire la conclusion tirée à long terme de nos tâches démocratiques anti-féodales et de nos tâches anti-impérialistes. Je pourrais l'appeler aussi vocation socialiste s'il n'y avait des risques de confusion dont je parlerai plus loin.

Au sens technique du mot, cela signifie que toutes les tentatives de développer le pays dans le cadre libéral, comme essaye de le faire actuellement le Régime sans d'ailleurs le dire ouvertement, sont inéluctablement vouées à l'échec. De multiples expériences ont démontré que la bourgeoisie nationale ne sait que profiter d'un développement inégalitaire fait sous la direction de l'impérialisme.

Le développement véritable ne peut se faire que par la mobilisation réelle de toutes les ressources nationales et par l'investissement travail. Mais cela n'est un problème de techniciens. C'est un problème politique au premier chef. Non seulement il faut que la répartition ne soit pas inégalitaire, mais il faut encore une préparation idéologique telle que le but soit saisi à la fois comme nécessaire et juste. En dehors de cela, il n'y a qu'une exploitation démagogique du mot socialisme comme de multiples exemples de par le monde nous le montrent aujourd'-

hui.

Je voudrais préciser encore davantage la nécessité et la signification de cette formule "perspective révolutionnaire".

Jusqu'à maintenant, chaque fois qu'on parle d'un programme, on débite un certain nombre de têtes de chapitres telles que : réforme agraire, nationalisation, planification. Or, non seulement on ne dit pas dans quelles conditions ces mesures doivent intervenir, ni à quel moment précis, mais encore on ne dit jamais dans quel but on présente ces revendications. Car il ne s'agit après tout que de points de détail qui doivent mener vers quelque chose. C'est pour cette raison que n'importe quel groupement peut les reprendre dans la mesure où ils ne sont que des mots lancés dans l'abstrait.

En réalité un programme à long terme, digne de ce nom, doit répondre à trois conditions essentielles :

a) il doit apporter la preuve qu'il est une nécessité absolue pour le développement de toute la nation.

b) il doit définir clairement le but qu'il se propose.

c) il doit préciser les moyens qui permettent d'y parvenir.

a) un programme national de développement n'est pas la somme des intérêts de tous les groupes sociaux ni à plus forte raison d'un seul. L'expérience a montré que parfois les intérêts de deux groupes même révolutionnaires peuvent s'opposer ; en l'occurrence, la classe ouvrière dans ses intérêts étroits et les paysans (opposition qu'utilise parfois le Régime actuel en remplaçant l'impôt foncier par des impôts indirects).

De même les intérêts des couches petites bourgeoises peuvent tendre à préconiser une voie de développement capitaliste et s'opposer ainsi à l'évolution économique rationnelle, alors que ces couches présentent actuellement une force révolutionnaire certaine. (Des grèves artisanales peuvent avoir une teinte

protectionniste retardataire nettement marquée ; de même que des petits commerçants peuvent s'opposer à la création de coopératives de consommation.)

Seule une vue globale des nécessités du développement économique peut concilier ces différents intérêts.

Cette idée est souvent exprimée simplement lorsqu'on dit que la seule tâche urgente est de lutter contre le sous-développement. Mais justement, le rôle d'un parti révolutionnaire que doit être l'U.N.F.P. est de démontrer qu'il s'agit d'organiser l'instrument capable de concevoir et d'appliquer les méthodes qui permettent de sortir du sous-développement.

b) définir le but n'est pas s'affubler d'une étiquette si le processus de construction du pays tend vers la recherche de moyens qui permettent d'avoir une société équilibrée, sans exploitation et hautement productive, la pratique de cette politique peut être qualifiée de socialiste dans un sens rigoureux. Mais le problème justement n'est pas de vouloir le socialisme dans l'abstrait, mais de commencer à bâtir réellement les bases de ce système économique et social. Le rôle d'un parti révolutionnaire à l'heure actuelle n'est pas tellement de s'affubler d'un titre, que de montrer en quoi il se différencie de tous les pseudo-socialismes qui remplissent aujourd'hui le continent africain de leurs vacarmes.

Dès lors, il apparaît absolument nécessaire de lutter contre les déviations et les mystifications concernant le socialisme qui, comme étiquette fallacieuse, peut aussi bien couvrir un régime semi-fasciste, qu'un état féodal ou une création de l'impérialisme.

Pour nous le contenu du socialisme scientifique se caractérise :

- par une solution correcte du problème du pouvoir grâce à la mise en place d'institutions politiques qui permettent un contrôle démocratique des masses sur l'appareil de l'Etat ainsi que sur la répartition des ressources et du produit national ;
- par une structure économique qui déracine les

fondements de la domination de l'impérialisme allié de la féodalité et de la grande bourgeoisie parasitaire ;

- par une organisation politique et sociale qui encadre et éduque les masses en vue de mobiliser toutes les ressources nationales nécessaires à l'accumulation.

Comme pour l'unité africaine, on ne peut passer en un clin d'oeil du capitalo-féodalisme au socialisme, mais il est nécessaire de passer par une longue période pendant laquelle on construit les bases même d'une société socialiste.

c) en ce qui concerne les moyens, si donc il s'agit d'un long processus, il faut expliquer que toutes les options économiques du parti révolutionnaire qui sont les points de son programme, ne sont pas par elles-mêmes le socialisme, mais que simplement elles lui préparent le terrain. La planification par exemple est un moyen rationnel de choisir les points d'impact des investissements, les nationalisations dans les domaines agricole, industriel, commercial et bancaire - quand elles sont possibles et favorables - servent à augmenter les possibilités nationales d'investissement.

C'est dans ce contexte qu'apparaît toute l'importance d'une politique agraire révolutionnaire, non seulement pour briser les structures semi-féodales et capitalo-coloniales, mais aussi comme moyen de créer un marché intérieur et de permettre l'accumulation.

Nous devons tirer les leçons de la politique néo-colonialiste. Celle-ci, tout en reconnaissant, sur une base strictement technico-économique, la nécessité d'une réforme agraire comme seule base d'un développement accéléré, redoute en même temps les moyens d'y parvenir. L'impérialisme s'oppose à cette réforme dès qu'elle est entreprise révolutionnairement, car il voit bien qu'elle porte atteinte à ses positions politiques dans la mesure où sont touchés ses alliés naturels et ses plus solides appuis.

Ainsi, dans notre option révolutionnaire, sur

le plan des moyens, toute politique qui ne passe pas par la destruction radicale des structures semi-féodales et capitalo-coloniales ne peut que faire le jeu du néo-colonialisme, malgré ses prétentions à l'industrialisation, à la planification et même au socialisme.

Cette perspective révolutionnaire a donc une valeur politique certaine, non seulement parcequ'elle permet de définir à chaque instant ce que nous sommes, mais surtout parcequ'elle a une valeur idéologique. C'est elle qui donne un sens global à chaque réforme qu'il faudra faire aboutir et éviter qu'elle devienne un but en soi ou un mot d'ordre abstrait et démagogique.

C'est cette perspective révolutionnaire aussi qui permet une cohésion parfaite entre les cadres et les militants de notre mouvement, dans la mesure où ils ont un moyen scientifique d'analyser les situations politiques et les mesures économiques prises ou réclamées pour leur faire face. Elle leur permet de comprendre le contenu de chaque étape et de la classer dans le processus d'ensemble. A tout moment la politique économique, fiscale, monétaire ou même étrangère pourra être jugée, non pas en tant qu'elle intéresse telle ou telle couche sociale, mais en tant qu'elle accélère ou retarde le développement de la nation.

4) option révolutionnaire et tâches immédiates.

Ainsi la perspective révolutionnaire nous permet de disposer d'un cadre d'ensemble, dans l'espace et dans le temps, où nous pourrions inscrire les mesures qui correspondent à une conjoncture donnée et que nous nous fixerons comme objectifs partiels jalonnant notre longue marche vers nos buts essentiels.

C'est pour cette raison que notre "programme" n'existe et ne se précise que par les programmes immédiats qui lui donnent un contenu réel, de même que chaque point du programme immédiat prend un sens global et ne devient plus un but en soi.

Mais il faut préciser quelle relation doit exister

entre un programme minimum et les objectifs immédiats d'une part, la perspective révolutionnaire et les buts ultimes d'autre part.

Objectivement il y a une période plus ou moins longue qui se déroule entre la fin de la libération politique et le point à partir duquel on peut jeter les fondements d'une véritable action révolutionnaire. A moins de briser la machine d'Etat coloniale, comme on l'a fait au Viet-Nam, cette période de pause est généralement assez longue.

Cette pause coïncide exactement avec le temps requis par l'expérience populaire pour que l'Etat indépendant et néo-colonialiste apparaisse sur le plan économique-social comme le parfait héritier de l'Etat colonial. Mais pour que cette expérience soit concluante, il faut que l'Etat national apparaisse comme réellement majeur et responsable et ne puisse plus faire endosser ses échecs aux seules intrigues étrangères. Autrement dit, il faut que l'Etat apparaisse comme celui de la féodalité et de la bourgeoisie "comprador" et que cette classe dirigeante montre qu'elle ne peut se couper de l'impérialisme étranger.

Tant que la pratique réelle des masses n'a pas rendu évidente l'alliance nécessaire et indissoluble du régime et de l'impérialisme, tant que le premier peut avoir un semblant d'indépendance, tant que les classes dirigeantes peuvent présenter des caractéristiques démocratiques et nationales, la critique du régime dans son ensemble apparaît nécessairement comme seulement verbale et démagogique.

Au Maroc, comme nous l'avons dit précédemment, les conditions de l'indépendance étaient telles que l'application immédiate d'une politique révolutionnaire était impossible. La phase de libération réformiste était nécessaire.

La conséquence logique en est que le choix politique ne peut être qu'entre deux attitudes :

- ou bien on démontre en même temps que ce processus est nécessaire et transitoire, c'est-à-dire qu'en aucun cas il ne peut être le but, qu'il n'est tout au plus que l'édification des bases sur lesquelles un choix révolutionnaire peut être ultérieurement fait ;

- ou bien on critique simplement la manière dont cette politique réformatrice est pratiquée, tout en ne remettant pas en cause le cadre global. Cette critique fragmentaire, larvée, qui n'ose pas s'en prendre aux racines même des erreurs, est ce qu'on pourrait appeler, lorsqu'elle est logiquement menée, l'opposition de Sa Majesté.

Mais autant une opposition fondée sur la critique des moyens est possible dans un pays développé, autant l'expérience a démontré jusqu'à maintenant qu'elle n'est pas capable de remporter des résultats décisifs dans un pays sous-développé ou dans un stade transitoire.

Il est évident que lorsqu'on se cantonne dans la pure tactique, sans aucune ouverture stratégique, ou bien on se fait voler sa propre politique, ou bien on apparaît sous un jour opportuniste.

La nécessité du choix révolutionnaire est donc plus impérieuse que jamais, mais aussi apparaît la nécessité du programme minimum capable de mobiliser toutes les énergies au sein et autour de l'UNFP.

La situation actuelle au Maroc rend indispensable l'union la plus large de toutes les couches révolutionnaires de la société. Leurs intérêts lointains ne sont pas les mêmes ; mais elles peuvent être unies sur un programme qui soit d'importance nationale.

Aucun parti révolutionnaire, pendant la période de lutte nationale et démocratique, n'a pu s'empêcher d'avoir un tel programme minimum différent des perspectives à long terme et qui forme d'ailleurs la condition du soutien du Gouvernement en place et éventuellement de sa participation. Le problème du programme minimum est ainsi lié à celui du rythme de la révolution dans un pays. Personne ne peut prévoir avec exactitude la succession des périodes de flux et de reflux de la révolution.

Quel devrait être ce programme minimum dans les circonstances présentes et compte tenu de la définition claire de notre stratégie à long terme ?

Ce programme sera nécessairement un moyen terme entre les buts que nous poursuivons et l'état de fait actuel, tout en nous permettant d'avancer vers

ce but. Il doit donc comporter les conditions indispensables sans lesquelles aucun compromis n'est possible, et les éléments d'accélération, c'est-à-dire qui empêchent toute stagnation.

La condition indispensable pour nous c'est évidemment le règlement du problème démocratique.

Les éléments d'accélération semblent se résumer à l'heure présente aux trois points suivants :

- solidarité anti-impérialiste ;
- solidarité réelle avec l'Algérie ;
- et enfin plus que tout, comme mot d'ordre de tous les jours et comme élément de la démocratisation du pays, la réforme agraire.

Ce programme peut servir de cadre pour un compromis avec les autres formations politiques et avec le pouvoir, comme également il sera pour nous le levier de la refonte radicale du Régime. Celui-ci ne peut s'engager dans la voie qui est tracée par ce compromis sans se trouver acculé à changer de signification et de contenu.

Bien entendu rien de garanti que le compromis soit accepté par les autres partenaires, ni qu'ils ne se contenteront pas de prendre le programme à leur compte sans accepter le partage des responsabilités. Mais au moins, chacun sera mis au pied du mur, et, si un jour ils sont contraints de composer avec nous, ils sauront d'avance ce qu'ils devront proposer et ce que nous pouvons accepter sans aucune confusion.

Serait-ce là marque de faiblesse ?

Non, si en même temps on définit les bases d'une option révolutionnaire. Si cette dernière fait défaut, ce programme apparaîtra effectivement comme un tournant opportuniste. C'est en cela que les deux choix, à court et à long terme, sont intimement liés et se conditionnent réciproquement. L'important est de se définir d'abord et de ne jamais perdre de vue les objectifs lointains qu'on s'est fixé une fois pour toutes.

La situation en Afrique, en Algérie, au Maroc même, peut rendre nécessaire un compromis pour

nous comme pour tout mouvement révolutionnaire. Cela n'est pas dangereux dès lors que l'on s'est allié les deux voies : l'une à long terme, l'autre à court terme, simultanément. Choisir sur le double plan de la stratégie et de la tactique c'est s'ouvrir la voie de l'action et présente et future.

L'INSTRUMENT.

J'ai essayé de tracer une esquisse des tâches essentielles pour lesquelles nous devons nous préparer afin de mieux répondre aux aspirations du Peuple Marocain.

Comment faire pour réaliser ces objectifs, c'est là la question la plus ardue et la plus importante à laquelle il faudra répondre clairement ?

1) le Parti et le problème des cadres.

Tout d'abord, il nous faut veiller sur l'instrument seul capable de traduire nos résolutions dans la réalité : c'est notre parti l'U.N.F.P.

Nous avons bien dit, au moment de sa création, qu'il ne s'agissait pas d'un parti comme les autres. Et c'est à juste titre que notre organisation n'a cessé de susciter bien des craintes chez tous ceux qu'effrayaient les espérances populaires dont nous sommes porteurs. Trois mois à peine après notre constitution, et alors que nos camarades occupaient la moitié des fonctions ministérielles, la machine répressive néo-colonialiste a été déclenchée contre nous pour décapiter l'U.N.F.P. et éliminer de la

scène politique d'importants dirigeants, centraux et régionaux, soit en ayant recours à des poursuites judiciaires pour crimes imaginaires de lèse-majesté ou de soi-disant complots, soit même en adoptant les méthodes expérimentées par Trujillo.

Mais notre U.N.F.P. est toujours là, vivante et solide, prête à mobiliser les masses marocaines et à les conduire sur la voie de la libération et du progrès.

A quoi devons-nous cela ? Tout simplement parce que nous sommes les héritiers de la grande tradition marocaine, parce que nous nous sentons les porteurs des messages légués par les héros qui se sont sacrifiés tout au long de notre histoire pour le bonheur du peuple marocain, parce que nous appartenons à ce vaste Mouvement révolutionnaire anticolonial appuyé par toutes les forces démocratiques dans le monde.

Cependant, et devant à l'occasion du congrès affirmer clairement notre orientation révolutionnaire, nous nous devons aussi de faire de notre parti un véritable parti révolutionnaire.

Deux séries de problèmes se posent alors, l'une concernant l'organisation, l'autre l'idéologie.

En ce qui concerne l'organisation, les projets de modifications des Statuts et de règlement intérieur qui sont à l'ordre du jour du congrès doivent être examinés en tenant compte de notre option, avec le souci particulier de bien définir le rôle des militants par rapport à la masse des sympathisants et de sauvegarder, dans la phase présente, le centralisme et la démocratie au sein du parti.

C'est pour répondre à cette double préoccupation que les modifications aux Statuts concernent la participation de la base et les organes centraux.

Pour ce qui est de la participation de la base, il s'agit de l'inscription dans les statuts d'une disposition qui assure une participation effective de tous les militants à l'élaboration de la ligne de conduite de l'U.N.F.P., ainsi que le contrôle des différents organes centraux et régionaux par la base.

Mais pour qu'une telle participation soit réelle

et efficace, nous devons veiller plus méthodiquement à la constitution et à la marche des cellules de base dans les quartiers, les douars et les entreprises.

C'est dans le même esprit qu'est proposé d'une part, la ratification par le congrès de l'élection du Secrétariat Général collégial par la Commission Administrative Nationale, elle-même élue par le congrès, d'autre part, la création d'un nouvel organe central, appelé le Comité Central, composé des membres de la Commission Administrative Nationale et des délégués des Fédérations provinciales élus par leurs commissions administratives. Ce dernier organisme assurera la cohésion, l'unité de vue et de pensée de tous les responsables du parti à l'échelon central et provincial.

Mais il ne suffit pas de perfectionner les statuts, ni de mettre en oeuvre de nouvelles méthodes d'organisation.

Le parti que nous voulons, ferme dans ses perspectives et solide dans son organisation, doit tirer la conséquence logique du choix de l'orientation révolutionnaire. Pour cela il doit apporter un soin tout particulier à une préparation idéologique intense sans laquelle cette perspective restera dans le cadre des desirs et des options sentimentales.

Cette préparation idéologique doit se baser sur l'étude des lois scientifiques du développement de la société, enrichies par l'expérience des révolutions socialistes et anticolonialistes. Elle doit tirer sa force des fondements même de notre culture arabo-musulmane et de notre patrimoine national éminemment progressistes et humains.

Le parti ne peut être à la hauteur de ses tâches sans une formation très poussée de ses cadres. Il ne sert à rien de se lamenter sur le manque de cadres ; car il se peut que le fait s'explique par l'incertitude idéologique elle-même. En tout cas, sans cadres aguerris, pas d'option révolutionnaire.

Cependant nous ne devons pas perdre de vue que la meilleure école de cadres, le meilleur entraînement pour l'esprit de lutte et de sacrifice pour la cause du peuple réside dans l'action quotidienne

des militants pour l'accomplissement des tâches les plus humbles. En tant que simples citoyens, chacun de nos militants doit être apte à remplir les missions qui lui sont confiées avec le maximum de compétence et de conscience professionnelle : mécanicien, médecin ou infirmier, il doit être le meilleur dans la pratique de son travail, moniteur agricole ou ingénieur, il doit se préparer pour devenir le pilier de la réforme agraire, professeur ou instituteur, il doit être à l'avant-garde des méthodes pédagogiques. Nous devons être le levain du Maroc moderne péru progressiste et prospère qui se construira demain.

L'affermissement idéologique et moral des militants se fait à travers la lutte au sein du peuple, soit dans le parti en tant que tel, soit dans les organisations de masse, à l'usine, dans les mines, à l'Université ou dans les champs.

Aussi, est-il nécessaire de définir le rôle de notre parti dans la nation afin que l'U.N.F.P. soit véritablement à l'avant-garde de la lutte nationale et entraîne avec lui le maximum des couches révolutionnaires du peuple marocain.

2) le Parti dans la nation.

Le contenu social de notre Parti découle de nos choix idéologiques, de notre perspective révolutionnaire et de l'analyse que nous avons faite des positions fondamentales des différentes couches sociales devant les options de libération totale, d'émancipation économique de notre pays et d'édification d'une société socialiste. C'est pourquoi nous sommes par excellence le parti des masses laborieuses, urbaines et rurales, celui de l'alliance indéfectible des travailleurs, des paysans et de l'intelligenza révolutionnaire. Nous sommes donc le parti du peuple marocain à l'exclusion des classes exploiteuses, féodalité terrienne et grande bourgeoisie parasitaire, alliés et supports du néo-colonialisme.

Cette définition par elle-même pose les problèmes auxquels nous devons faire face pour animer l'action populaire au sein même du parti, et aussi à travers les organisations de masse propres à chaque groupe,

organisations syndicales, ouvrières, paysannes, estudiantines, organisations professionnelles, associations de femmes et de jeunesse, etc.

L'orientation de cette action doit se faire au sein des cellules de quartiers, de villages ou d'entreprises qui sont pour les militants des écoles permanentes du parti.

Une attention toute particulière doit être accordée dans notre travail dans le monde rural pour la mise en place des organisations de masse dans les campagnes décidées depuis longtemps et qui doivent secondar l'action de nos sections rurales qui recouvrent l'ensemble du pays.

De même le travail du parti en milieu féminin doit être renforcé par la création d'une organisation de masse spécifique destinée à dégager des militantes et à approfondir la prise de conscience révolutionnaire des femmes pour l'édification de la nouvelle société marocaine.

Nos cellules dans les organisations estudiantines et de jeunesse doivent inscrire parmi leurs tâches une plus grande unité d'action au sein de l'Union Marocaine de la Jeunesse appelée à jouer un rôle important d'animation et d'encadrement.

Quant aux tâches du parti, en tant que tel, en milieux ouvriers, au sein de l'entreprise, elles sont d'autant plus importantes qu'elles assurent l'interpénétration de la lutte politique et de la lutte syndicale. Dans ce domaine, nous ne devons négliger aucun facteur susceptible d'influer sur la réalisation de cette interpénétration, qu'il s'agisse d'un manque de formation idéologique, d'une fausse appréciation de la situation actuelle, ou de facteurs internes tels que le chômage et le sous-emploi, les moyens de chantage et de pression du régime et enfin la structure même des syndicats.

Tous ces facteurs doivent être mis en lumière pour que le problème des relations toujours difficiles entre syndicats professionnels et mouvements révolutionnaires soit correctement posé. Il faut à la fois que soit nettement perçue l'importance de la lutte syndicale et son caractère étroit, lorsqu'elle ne s'ouvre pas sur une revendication de caractère politique

révolutionnaire.

Nous devons demeurer vigilants devant la politique du régime actuel sur le plan syndical. Elle s'inscrit du reste dans une politique plus générale adoptée par le néo-colonialisme à l'échelle du Continent Africain, pour encourager une tendance réformiste et apolitique dans le syndicalisme et séparer la lutte politique nationale de la lutte économique étroite.

Ce phénomène doit être étudié avec clairvoyance, non seulement pour nous, mais pour l'ensemble du continent. Il faut poser les problèmes de l'étroite liaison entre les tâches propres des syndicats et celles de l'ensemble du Mouvement de Libération Nationale qui mobilise toutes les couches sociales. Sinon, si ces problèmes ne sont ni correctement posés, ni courageusement résolus sans aucun parti pris, alors la force révolutionnaire par excellence, qui est la classe ouvrière, risque d'être détournée pour un temps de sa vocation naturelle.

Il en résulte une ligne de conduite bien claire concernant les rapports du Parti avec les organisations de masse, en raison du rôle moteur du Parti et celui qui reste dévolu à chaque organisation par sa nature spécifique dans le cadre de sa pleine autonomie.

C'est l'U.N.F.P., en tant qu'instrument de la Révolution, qui doit jouer le rôle dirigeant dans les luttes de toutes les couches sociales révolutionnaires.

C'est là la conséquence logique de la définition de l'option révolutionnaire qui doit, nous l'avons dit, se présenter comme une nécessité pour toute la nation. Cela signifie que seul le Parti peut prétendre détenir la boussole politique, élaborer et déterminer la ligne d'action pour tout le mouvement révolutionnaire dans notre pays. Dans les autres organisations de masse, qui ont leurs buts définis dans le cadre de leurs fonctions particulières, nos cadres et nos militants se doivent de veiller à assurer l'intégration de leur lutte dans la perspective d'ensemble dessinée par le Parti, l'organe politique par excellence.

C'est ainsi que nous garantirons l'unité idéologique, le dynamisme, la cohésion des forces populaires et que nous pourrons avancer d'un pas ferme vers nos objectifs.

CONCLUSION.

Au terme de ce rapport, nous voyons que la tâche primordiale, qui conditionne toutes les autres, est la consolidation de notre Parti sur le plan de son organisation et l'approfondissement idéologique de nos militants et de nos cadres, afin d'adapter l'instrument aux options révolutionnaires que nous avons définies.

Dans l'accomplissement de nos tâches nous saurons vaincre toutes les difficultés et affronter les plus dures épreuves si nous ne perdons jamais de vue la mission historique de notre Parti, qui plonge ses racines lointaines dans les glorieuses luttes du peuple marocain contre le despotisme et pour le progrès. Il ne s'agit pas pour nous de citer les obligations que ces titres nous créent vis-à-vis de notre peuple et de l'ensemble de la révolution anticoloniale dans le monde. C'est aussi pour apporter le gage de notre succès.

L'avènement et le développement de notre Mouvement de Libération Nationale, quels qu'en furent les noms au cours de l'histoire, ont été jalonnés de succès éclatants, comme ils ont été semés de nombreuses difficultés, de nombreux dangers. Notre existence même et notre dynamisme ont toujours représenté

un danger fatal pour les ennemis de notre peuple, qu'ils viennent du dehors ou qu'ils vivent en parasites sur son dos. Et si notre expérience collective nous a permis de bénéficier d'une justesse d'analyse de la situation de notre peuple et des conditions de sa lutte, nous avons aussi commis des erreurs et subi des échecs qui viennent enrichir cette expérience.

Depuis que nous portons le titre bien significatif de l'Union Nationale des Forces Populaires, nous avons réussi à galvaniser les forces vives du pays et à entraîner la plupart des couches sociales progressistes dans la lutte pour la sauvegarde des victoires remportées par notre peuple et pour la réalisation de ses aspirations profondes pour la libération, le progrès, la prospérité et la paix.

Le second congrès devra donner aux options du Parti un contenu précis pour les étapes de cette lutte dans une perspective révolutionnaire bien définie, comme il devra créer les conditions d'une étroite coopération avec les organisations de masse dont les objectifs rejoignent les nôtres.

Cependant, tout en veillant à l'amélioration de nos méthodes d'action au sein du Parti et au renforcement de cet instrument déjà trempé par les épreuves et les sacrifices, nous ne devons jamais oublier que ce n'est pas le Parti en définitive que nous servons, mais bien l'ensemble des masses marocaines dont nous sommes l'avant-garde, de même que nous nous plaçons aux premiers rangs du Mouvement International de Libération et de Progrès.

Aussi, est-ce pour nous une obligation sacrée que de sauvegarder et d'affermir l'unité indestructible au sein de l'U.N.F.P., aussi bien qu'une indéfectible union avec l'ensemble de notre peuple et la solidarité inconditionnelle avec tous les peuples en lutte pour leur dignité et leurs droits.

Ce sera là le secret de notre force et le gage de nos victoires futures.